



IFLA  
2005  
OSLO

## World Library and Information Congress: 71th IFLA General Conference and Council

### "Libraries - A voyage of discovery"

August 14th - 18th 2005, Oslo, Norway

*Conference Programme:*

<http://www.ifla.org/IV/ifla71/Programme.htm>

août 22, 2005

**Code Number:**

012-E

**Meeting:**

82 SI - **Government Information and Official Publications  
Section**

### **Publications du Gouvernement et Diffusion de l'Information : Le Scénario Indien**

#### **Dr. P.R. Goswami**

Director, National Social Science Documentation Centre, Indian Council of  
Social Science Research, 35, Firozshah Road, New Delhi-110001.

E-mail: [prgoswami@icssr.org](mailto:prgoswami@icssr.org) / [prgoswami@hotmail.com](mailto:prgoswami@hotmail.com)

#### **Mrs. Kalpana Dasgupta**

Ex-Director, Central Secretariat Library, Department of Culture, Govt. of India,  
Shastri Bhavan, New Delhi-110001. E-mail: [kalpana\\_dasgupta@hotmail.com](mailto:kalpana_dasgupta@hotmail.com).

Member Regional Standing Committee on Asia and Oceania

*Traduction : Valérie Martin Montarion  
(Médiathèque Monnaie, France)*

### **Résumé**

En Inde, le gouvernement est le plus important collecteur et éditeur d'informations. Il publie chaque année de manière diffuse des milliers de documents. Excepté les organismes de réglementation, des agences de statistiques ont été créées dans le but de collecter, de traiter et de diffuser les données sur la société indienne et son économie. L'objectif de cette conférence est d'identifier les différents genres de sources d'information imprimées ou non-imprimées issues des agences gouvernementales. Sont également évoqués dans cet exposé les facteurs responsables de l'accès limité à l'information du gouvernement et l'usage des média électroniques pour la diffusion de l'information.

*Présenté en 2005 à la Session du GIOPS de l'IFLA. Congrès International des Bibliothèques et de l'Information : 71<sup>ème</sup> Conférence et Assemblée Générale de l'IFLA, Oslo, Norvège, 14-18 août 2005.*

## **0. Introduction**

Au sein d'un état démocratique, les informations concernant les activités propres au gouvernement sont d'une très grande importance pour tous les citoyens, en particulier pour les bénéficiaires des programmes sociaux ; et pour les électeurs qui ont besoin de se faire une opinion sur la politique publique. Le gouvernement indien a étendu ses activités après 1947 (i.e. l'année de son indépendance). Un grand nombre d'institutions chargées de la planification et des délibérations ont été fondées en supplément des organismes de réglementation. Une lecture approfondie de la publication « Répartition des règles commerciales » précisant les activités des organismes gouvernementaux pourrait corroborer cette déclaration. Depuis, le gouvernement est devenu le plus grand dépôt de données et d'informations. Il édite un nombre assez important de documents de manière diffuse. Les publications recouvrent les rapports des organismes de réglementation (par exemple la Banque de Réserve de l'Inde ou RBI, le Ministère du Commerce, le Ministère des Finances) ; les organismes législatifs, les groupes d'experts ; les résultats d'enquêtes et les opérations de recensement (cad les compilations de statistiques). Le gouvernement publie aussi toutes sortes de traités concernant le travail des différents organismes et la mise en œuvre des programmes de développement.

Dernièrement, les organismes du gouvernement en Inde se sont efforcés de diffuser l'information au public via Internet. Le Centre National de l'Informatique (NIC) a développé des sites Web qui permettent une vue d'ensemble du travail des organismes gouvernementaux. Actuellement, on accorde une plus grande importance à la libre circulation de l'information allant du gouvernement au public, celle-ci étant considérée comme un indicateur de bonne gouvernance. L'objectif de cette conférence est d'identifier les différents genres de sources imprimées ou non d'informations produites, traitées et diffusées par les organismes en Inde. Sont également discutés dans cet exposé les facteurs responsables de l'accès limité à l'information du gouvernement et l'utilisation des média électroniques pour la diffusion de l'information.

### **1. Les documents du gouvernement : principaux groupes**

Regarder de plus près la collection des documents officiels d'une bibliothèque révélerait ce gouvernement à tous les niveaux ; cad municipal ; district, état et union publient chaque année des milliers de documents. Cependant, du point de vue des usagers, les documents du gouvernement indien peuvent être répartis selon les principaux groupes suivants :

- Les Rapports Administratifs : en général publiés chaque année, contiennent des résumés de comptes-rendus d'activités et les réalisations des organismes.
- Les Publications de Statistiques : résultats des opérations de statistiques telles que les sondages, les recensements, et les séries de statistiques provenant des rapports administratifs des organismes de réglementation.
- Comptes-rendus de Commission et Comité : les Ministères, leurs services et leurs organismes subordonnés nomment fréquemment des comités et des commissions d'un ou plusieurs membres. Le but est d'enquêter sur divers problèmes ou d'obtenir l'avis d'experts sur certains sujets d'actualité. Les résultats sont consignés et publiés sous forme de rapports. Le sujet et le contenu de ces publications sont des sources d'information

précieuses étant donné que les comités et commissions ont des pouvoirs spéciaux pour chercher n'importe quelle information exigée par eux.

- Comptes-rendus de Recherches : les résultats de projets de recherche soutenus par le gouvernement sont classés dans cette catégorie. De nombreux organismes du gouvernement ont leur propre département de recherche. Certains d'entre eux attribuent leurs projets à des institutions autonomes.

De plus, on note d'autres catégories de publications, qui sont exigées pour mener à bien les responsabilités judiciaires, législatives, et administratives de l'Etat. Ce sont :

- Les projets de lois, les lois, les codes
- Les rapports législatifs et les digests
- Les règles et les arrêtés ; et
- Les rapports de séances (par exemple Lok Sabha et Rajya Sabha , Chambres du Parlement Indien).

Les rapports sont des sources d'information utiles sur les faits concernant la procédure administrative ; et sur le suivi par les services administratifs du gouvernement. Du point de vue des chercheurs, la valeur de ces documents est accrue par le fait que leur contenu est indépendant du processus sélectif des investigateurs. Cependant, ils souffrent d'un manque d'homogénéité et d'une disponibilité quelque peu irrégulière.

Une autre catégorie de documents existe, ils sont régulièrement publiés via le commerce habituel ; et traité comme des ouvrages de références par les bibliothécaires. Voici des exemples :

- Inde : une publication annuelle de références
- Abrégé de statistiques
- Media en Inde
- Who's who :Lok Sabha (cad la Chambre basse du Parlement) etc.

De plus, les travaux sur la société indienne et la culture, ainsi que les exposés biographiques des leaders nationaux et des combattants pour la liberté sont édités sous l'égide de la Division de Publication, le Ministère de l'Information et de l'Audiovisuel. Les périodiques dans le domaine des sciences et technologies, de l'agriculture, de la planification socio-économique etc. contenant la plupart des nouvelles du développement, ainsi que les articles de praticiens spécialistes sont publiés régulièrement. Des cartes et tableaux (surtout à des fins publicitaires) sont aussi publiés par les organismes du gouvernement.

Il va sans dire que la garantie d'authenticité est l'une des éternelles caractéristiques d'une source d'information gouvernementale. De nombreuses publications du gouvernement sont uniques en leur genre. Par exemple, *La Gazette de l'Inde* est jugée comme un authentique rapport de faits. Les débats de *Lok Sabha* et *Rajya Sabha*, cad les débats du Parlement, contiennent des données essentielles sur de nombreux sujets. Les publications telles que *Le Budget de l'Inde*, *Enquête Economique*, et *Les Statistiques Nationales de comptabilité* sont extrêmement populaires et on ne peut les chasser de l'esprit des chercheurs en élaborant un type semblable de traité.

En fait, l'utilité ou non d'une publication gouvernementale dépend de l'organisation des contenus et de la recommandation d'un titre particulier auprès des usagers. L'aptitude ou la compétence d'un usager à extraire l'information pertinente est aussi importante. Actuellement, l'évaluation d'une source se fait plus par rapport à la façon dont l'information

est délivrée que par rapport à l'information elle-même. Dans de nombreux cas, un format inexplicable de publications officielles pose un problème aux usagers non officiels. L'absence d'aide bibliographique s'ajoute aussi. De nombreuses agences diffusant de l'information privée profitent de cette situation et font d'énormes profits en vendant des données gouvernementales dans une forme remaniée. En fait, il est demandé au personnel des unités de publication, départements de recherche ou des bibliothèques de services gouvernementaux d'activer l'usage de leurs publications de service. Une personne consciente de l'environnement de son milieu professionnel travaille mieux. Cependant, cette prise de conscience est plus difficile à instiller que les compétences techniques telles que l'indexation, la classification ou la compilation d'une bibliographie.

### **1.1 Publications statistiques :**

En termes d'utilité et d'usage actuel, on peut estimer les publications de statistiques comme la catégorie la plus importante des publications du gouvernement. Depuis des décennies, l'Inde a élaboré un système de statistiques assez sophistiqué, connu pour être très vaste, et généralement le mieux géré parmi les pays en voie de développement. Des statistiques officielles fiables et accessibles sont indispensables dans une société démocratique à économie de marché, cette idée est partagée un peu partout dans le monde.

Le gouvernement indien a une structure fédérale, avec une séparation des responsabilités administratives entre le gouvernement central et les états. Dans la plupart des cas, les programmes de collecte des données statistiques sont essentiellement organisés au niveau de l'état, et les statistiques nationales sont élaborées d'en bas. Actuellement, les activités statistiques sont en grande partie simultanées, grâce à la coordination des programmes de statistiques par le centre, c'est-à-dire par le Ministère des Statistiques et de la Mise en Œuvre du Programme (ou MOSPI), une unité spéciale du gouvernement central. Le service de statistiques du MOSPI est composé de deux unités<sup>1</sup> principales :

- L'Organisation Centrale des Statistiques (CSO)
- L'Organisation Nationale des Sondages (NSSO)

Excepté ces deux organismes majeurs, il y a quelques autres organismes de statistiques responsables de la collecte, du traitement et de la diffusion des données concernant les facteurs socio-économiques importants. Les détails des bases de données développés par les organismes principaux, comprenant une brève description des sphères de leur travail, sont énoncés ci-dessous :<sup>2</sup>

L'Organisation Centrale de Statistiques (CSO) coordonne les travaux de statistiques des agences centrales et d'états, et elle reste en étroite liaison avec les organismes internationaux. Les banques de données principales développées par la CSO comportent :

- Les Statistiques Nationales de Comptabilité (NAS)
- Enquête Annuelle des Industries (ASI)
- Index de la Production Industrielle (IIP)
- Recensement Economique (EC)
- Index des Prix du Consommateur pour les Employés Urbains Non Manuels (CPIUNME)

L'Organisation des Sondages Nationaux (NSSO) mène des enquêtes sur les ménages dans différents domaines, dans des villages et quartiers urbains sélectionnés au hasard à travers tout le pays. A chaque étape de son enquête, la NSSO prend un échantillon de 12000 à 14000 villages et quartiers dans son échantillon central, et 14000 à 16000 villages et quartiers dans son échantillon d'état.

La NSSO mène des enquêtes sur la consommation des ménages, l'emploi, le chômage, la fabrication et le commerce, l'agriculture, les secteurs sociaux (y compris l'éducation, la mortalité, la maternité et l'enfance, le service médical, la distribution publique), les conditions d'habitation, les prix (y compris sur les données sur le crédit rural) etc.

La NSSO a joué un rôle-clé dans l'élaboration d'une base de données sonore qui couvre plusieurs secteurs de l'économie et fournit des éléments de valeur sur l'organisation et la formulation de la politique. Excepté la conduite d'enquêtes socio-économiques, la Division des Opérations de la NSSO entreprend un travail d'investigation sur le terrain pour l'ASI et suit les enquêtes pour l'EC, en plus de collecter les données tarifaires des secteurs ruraux et urbains. Ainsi, dans certaines agences de statistiques, on fonctionne en étroite collaboration avec le CSO et d'autres groupes. Les bases de données créées par la NSSO au cours des dernières années sont disponibles en version numérisée.

L'Etat Civil Général de l'Inde (RGI) est l'un des premiers services de statistiques en Inde, responsable de mener le recensement de la population et l'enregistrement des naissances et décès dans le pays. Le recensement de la base de données en Inde est considéré comme la plus grande mine de données. Il contient des données diverses, qui incluent le classement des personnes par sexe et par âge, le statut marital, la résidence rurale/urbaine, les niveaux d'éducation, les activités économiques, etc. . Le plan de recensement est essentiel pour collecter les informations. Au cours des cinq dernières décennies, on a introduit plusieurs changements dans le plan de recensement afin de refléter les conditions socio-économiques de la population. Les bases de données relatives aux événements vitaux (cad naissance et mort) sont collectées par le Système d'Enregistrement Vital (VRS).

La Direction Générale de l'Information Commerciale et des Statistiques (DGCIS) a créé une base de données sur le commerce extérieur. La base de données développée par la DGCIS est essentiellement un sous-produit du mécanisme réglementaire du gouvernement.

Les statistiques du commerce extérieur de l'Inde sont observées selon le système général. Toutes les marchandises passant les douanes par voie terrestre, maritime ou aérienne, en vue d'une consommation domestique ou d'une réexportation ultérieure, sont appelées les importations. Toutes les marchandises qui sont des produits du pays et qui passent les frontières sont appelées les exportations. Les marchandises, qui ont été importées et exportées ultérieurement sont appelées « les réexportations ». Récemment, le laps de temps pour récupérer les données du commerce extérieur a été réduit de manière considérable grâce au traitement informatisé.

La Direction de l'Economie et des Statistiques (DES) est l'organisme majeur des statistiques de l'agriculture en Inde. Bien que les statistiques agricoles découlent en premier lieu de la responsabilité des états, la DES est l'organisme de coordination pour la collecte des données et le traitement des résultats. La DES développe une base de données d'estimation avancée

relative aux terres et à la production par le biais d'un Plan de Reportages Rapides (TRS) et d'une Enquête Générale d'Estimation des Cultures (GCES). Le recensement agricole est conduit tous les cinq ans par la DES ; et il fournit des données sur les terres en réserve.

Le Bureau du Travail est responsable du développement de la base de données sur le travail et l'emploi. Les données sont recueillies par différents organismes réglementaires et des organisations de statistiques comme la NSSO, le RGI, etc.

La RBI est chargée de développer la base de données sur les banques et les finances. La source de données pour la RBI est un rapport de statistiques présenté par les banques. Selon la loi de réglementation des Banques de 1949, chaque agence bancaire se doit de faire passer un rapport mensuel à la RBI, montrant aussi bien l'actif et le passif général que les données relatives aux opérations commerciales. La RBI mène également des recherches spéciales sur place concernant les affaires bancaires, particulièrement dans les zones rurales, et dans le même temps collecte des données supplémentaires.

Le Ministère de l'Education, le Ministère du Développement des Ressources Humaines sont responsables de la publication des statistiques de l'éducation sur toute l'Inde. Les sources principales des données sont la Direction de l'Education dans les états, la Commission de l'Université Grants, toutes les recherches sur l'éducation en Inde conduites périodiquement pour le Conseil National de la Recherche de l'Education et de la Formation (NCERT), à New Dehli, et les données du recensement démographique du RGI.

Il y a encore cinq ans, en Inde, le seul moyen de diffuser les données statistiques aux usagers était d'imprimer les rapports. Tous les organismes diffusaient les données par le biais de la presse sous forme d'ouvrages en cours de publication ou de publications spéciales presque toujours à un prix subventionné ou gratuit, et parfois sur la base ni profit ni perte. La myriade de publications statistiques est mise en vente dans tout le pays de manière dispersée, et a trouvé sa place dans de nombreuses bibliothèques gouvernementales en vertu de la culture du gouvernement de la « liste d'adresses gratuite ». Le personnel des bibliothèques est noyé dans l'océan de données provenant de tout le pays. Encore actuellement, la plupart de ces rapports n'ont pas de détails bibliographiques adéquats et cela devient difficile de les traiter correctement dans le but de les conserver à la bibliothèque. En l'an 2000, une politique nationale sur la diffusion des données statistiques a été agréée. Selon cette politique, les chercheurs peuvent avoir accès aux données non éditées en version numérique. Cependant, afin de conserver la confidentialité (loi sur les statistiques de 1953), les données de niveaux de service (cad un ménage ou une entreprise) doivent être mises à jour après la suppression des cotes d'identification.

Récemment, le système statistique en Inde a fait de nouvelles avancées. Le précédent régime réglementé de planification a donné lieu à une mise en place libéralisée dans laquelle les agents économiques ne sont plus obligés de fournir une information précise et rapide à la machine collectant les données.

## **1.2 Rapports administratifs/de groupe de travail, Rapports de Comités et de Commissions et autres publications similaires**

Excepté les publications statistiques, le gouvernement publie à tous les niveaux un nombre important de volumes sous la forme de rapports. Les chercheurs sociaux pensent que les rapports sont intrinsèquement moins fiables que les rapports officiels qui demeurent

enfouis dans les dossiers ; étant donné qu'ils ont plus ou moins l'intention de justifier les actions et de minimiser les échecs des organisations concernées<sup>3</sup>. Les Bibliothèques telles que La Bibliothèque Nationale de Calcutta, Secrétariat Général ; La Commission de Planification ; Le Ministère de l'Industrie et du Commerce ; etc. (tous situés à New Dehli) ont une collection considérable de rapports gouvernementaux.

La plupart des rapports de comités/commissions, des recommandations de groupe de travail/d'experts et des rapports d'administration (cad rapports annuels de travail des différents services du gouvernement) sont des publications sans prix. Donc, ils ne sont pas disponibles par le biais traditionnel du commerce. Cependant, un nombre de rapports du gouvernement sont publiés avec une étiquette de prix. La majorité des bibliothèques de sciences sociales importantes acquièrent les rapports du gouvernement par les agents chargés des publications officielles, tandis que les bibliothèques rattachées aux services gouvernementaux et aux institutions directement fondées par le gouvernement ont le privilège d'obtenir des copies supplémentaires par le biais du système de liste d'adresses gratuite du gouvernement. Les rapports payants sont fournis aux bibliothèques par les agents sur la base du « dès que publié ».

L'utilité d'un rapport va de pair avec l'opportunité de sa mise en vente. Opportunité signifiant à la fois rapidité et ponctualité. Le délai veut que les rapports du gouvernement soient mis à disposition des usagers peu de temps après la date à laquelle ils font référence, tandis que la ponctualité signifie que les rapports sont disponibles à la date ou presque de leur publication, qui a été décidée et rendue publique auparavant<sup>4</sup>. Comme il n'existe pratiquement pas de coordination entre les différentes unités du gouvernement, le facteur d'opportunité dans la publication d'un rapport n'est souvent pas une priorité. De nombreux rapports sont publiés avec un décalage de deux ou trois ans.

Certains des rapports du gouvernement sont publiés comme des périodiques ; et il y a des numéros manquants dans la plupart des bibliothèques. Les périodiques sont, par définition, publiés par numéros successifs et indéfiniment. Ils sont différents des monographies de par leur continuité et leur évolution. Les articles de monographies restent inchangés une fois écrits, mais les caractéristiques d'une série peuvent être modifiées tout au long de sa publication. Il n'y a pas de contrôle bibliographique de la part du gouvernement pour ces compilations. Une majorité de ces rapports reste confinée aux services gouvernementaux et ne sont jamais distribués. En fait, la diversité des pratiques dans les services quant à l'édition, la distribution, et l'annonce des rapports du gouvernement a généré une véritable exigence de coordination et d'intégration des activités bibliographiques.

La plupart des rapports sont diffusés auprès des usagers prioritaires à l'aide de la liste d'adresses. L'entretien et la mise à jour de cette liste est effectué normalement par un jeune fonctionnaire. En conséquence, l'analyse ou le jugement sur la manière de classer les noms dans la liste manque. Du coup, des usagers potentiellement intéressés par un rapport peuvent ne pas avoir l'opportunité de le consulter. Dans les années 76-80, de nombreuses publications gouvernementales étaient notées sans discernement « à usage officiel » ou « pour une circulation restreinte ». Il y a un besoin urgent de lancer une campagne de sensibilisation pour accroître la distribution et l'utilisation des rapports. Le groupe des usagers des institutions académiques et des unités de recherche doit être associé à cette campagne.

Aux Etats-Unis, le Programme Fédéral du Dépôt en Bibliothèque a permis un accès

public plus important de l'information gouvernementale depuis plus de 130 ans. Toutes les publications gouvernementales léguées aux dépôts habilités ou à d'autres bibliothèques sont destinées à l'usage public sans frais. Les publications du gouvernement indien ont besoin d'un aménagement similaire, sous la tutelle d'un service de coordination<sup>5</sup>.

## 2. Accès aux rapports non publiés

Il y a principalement deux aspects de l'accès public à l'information gouvernementale : l'accès aux données publiées et l'accès aux autres rapports administratifs non publiés. L'information publiée est accessible par les médias ou par le Ministère/service concerné. Les rapports non publiés sont difficilement accessibles. Les fonctionnaires sont habilités à faire de la rétention d'information auprès du public grâce aux dispositions de la loi « Secrets Officiels » (1923).

Il est vrai qu'une énorme quantité de données et d'information est collectée et traitée par le gouvernement, et qu'une partie seulement est disponible. Des raisons font que cette information collectée par le gouvernement n'est pas rendue disponible. On argumente que l'information est obtenue à condition de respecter sa nature confidentielle. On dit aussi que l'information personnelle requise dans le but de faire un travail statutaire spécifique ne devrait pas être disponible pour d'autres projets. Ces principes sont intégrés dans la loi de 1950 sur la Collection de Statistiques. Et enfin, on dit que la tâche première d'une agence gouvernementale est d'assumer ses responsabilités statutaires, ainsi la diffusion de l'information collectée au cours de leurs études pourraient être une charge sur la ressource et également une déviation de leurs activités principales. Cet argument manque de crédibilité quand on considère le besoin d'avoir un gouvernement ouvert. On pense actuellement que tous les droits au sein d'une société démocratique intègrent la possibilité d'accéder à l'information et que les citoyens devraient avoir un accès à l'information prévu afin que la responsabilité du gouvernement soit conservée.

En Inde, le mouvement du Droit à l'Information (RTI) a déjà gagné du terrain au cours de cette dernière décennie. Il a été principalement mené par les activités locales et les ONGs. Leur sensibilisation à plus d'efforts à travers les forums comme *Jan Sunwai* (cad séance publique) dans l'état du Rajasthan a renforcé le degré de responsabilité de la part des autorités locales<sup>6</sup>. Ce mouvement a été quelque peu lent et sporadique. Depuis 1966, neuf états indiens ont mis en place des lois garantissant le Droit à l'Information (RTI), relatives aux degrés variables des circonscriptions. Dans certains états, les lois du RTI ont été une réussite, surtout grâce aux efforts persistants de groupes tels que le *Mazdoor Kisan Shakti Sangathan* (MKSS), dans l'état du Rajasthan, *Parivartan* à Delhi et la Campagne Nationale pour le Droit des Personnes à l'Information (NCPRI). La législation sur le RTI du Rajasthan a permis aux villageois de contrôler le développement et les programmes d'aides sociales. A Delhi, la campagne menée par le *Parivartan* a permis d'évoquer la corruption dans le système de distribution publique. Une loi centrale adaptée au RTI renforcerait un contrôle plus strict de bon nombre de programmes d'aides sociales des gouvernements tels que le plan de garantie de travail proposé<sup>7</sup>.

A l'ère actuelle de la société de l'information, il serait extrêmement regrettable de la part du gouvernement de tenter d'avoir le contrôle sur les informations gardées ou disponibles ; et le vrai défi à relever est de donner la primauté au processus par lequel les personnes interprètent et comprennent cette information.

## 3. Information du Gouvernement et média numériques



Les avancées récentes en matière de Technologies de l'Information et de Communication (ICT) ont permis de développer et de diffuser l'information sous diverses formes et au moyen des média sur le plan local, national, et international. L'ICT a fait des merveilles comme l'Internet, le Web, le Multimédia Interactif, les CD-ROMs, les bibliothèques numériques en ligne, etc. Le fait qu'un gouvernement en ligne puisse apporter une plus grande transparence et simplicité entre le gouvernement et les affaires, ainsi que le public, est dorénavant bien accepté. De plus, les 64<sup>ème</sup> et 73<sup>ème</sup> amendements de la Constitution Indienne ont fait des provisions pour l'administration basée à *Gram Panchayat* (cad Assemblée de Village). Un citoyen peut dorénavant participer au processus de décision pour lequel il doit savoir lire. Le gouvernement est à l'initiative de plans et programmes pour fournir l'accès à l'information officielle via les média électroniques.

Presque tous les ministères du gouvernement, les services et les offices subordonnés, ainsi que les organisations autonomes fondés par le gouvernement ont leurs sites Web sur Internet créés par le Centre National de l'Informatique (NIC, Inde), (<http://www.nic.in>). Les sphères d'activités, les plans et programmes des différents ministères et services sont rendus publics par leur site. Par exemple, la Commission de Planification a mis en ligne tous les documents importants et d'autres publications. De même, le service des statistiques du Ministère des Statistiques et de la Mise en Œuvre du Programme (MOSPI) a un site contenant le rapport annuel du Ministère. Il informe aussi des publications délivrées par le MOSPI et les recommandations nécessaires pour obtenir les publications. Les derniers indicateurs macro-économiques et les statistiques socio-économiques du MOSPI y sont présentés.

La Banque de Réserve de l'Inde (RBI) a un site Web qui donne accès à l'information sur de nombreux sujets :

- a) Les opérations de marché monétaire
- b) Les réglementations du RBI
- c) Exposé par la RBI sur les développements récents sur les marchés d'échanges étrangers.

Dans la plupart des cas, le site en question présente aussi un profil du Ministère en charge, la mise en place administrative et un rapport des travaux de l'organisation.

Dans les états comme Maharastra, Andhra Pradesh, Tamil Nadu et Kerala, plusieurs initiatives ont été prises pour lancer la gouvernance électronique à l'aide d'Internet. L'Etat de Maharastra a planifié la création du Centre Communautaire Internet sur une base commerciale. L'objectif est d'utiliser Internet dans les domaines tels que a) admission dans les écoles, b) recherche d'emploi, c) soins de santé, d) redressement public des griefs, e) formation à distance, f) prévention des catastrophes, g) enregistrement des terres, h) question de l'eau, etc. L'Etat d'Andhra Pradesh a publié un document, *Vision 2020*, qui promet d'offrir aux résidents le service « un commerce, un arrêt » en organisant des services automatiques disponibles 24h sur 24, et proposant des kiosques d'information pour assurer l'accès à ces services pour tous.

Dans les états du sud de Karnataka, Andhra Pradesh et Tamil Nadu, la numérisation des enregistrements des terres a été repris comme projet de e-gouvernement. Le projet a été utilisé comme substitut du gouvernement pour couvrir principalement les incompétences de l'administration et de manière plus cruciale pour réduire l'interaction entre les propriétaires terriens et les officiels du gouvernement<sup>8</sup>.

On a dit à juste titre que l'ICT peut être utilisé comme un levier pour résoudre l'analphabétisme, et pour améliorer le gouvernement en permettant aux personnes d'assumer leur accès à l'information, pour apporter une plus grande transparence, et pour supprimer la corruption en réduisant le délai et le manque de transparence<sup>9</sup>.

#### **4. Remarques de conclusion**

En Inde, le gouvernement est le plus gros producteur de données et d'information. Le gouvernement fait paraître les rapports, les périodiques, et autres publications de façon dispersée. Il y a urgence à créer une agence de coordination qui pourra contrôler l'activité de publication. Un contrôle bibliographique propre est aussi nécessaire. Les mesures suivantes peuvent être prises pour activer l'utilisation des publications.

- Partage de l'accès/ des responsabilités de développement de collection basé sur la rigueur des bibliothèques ou les considérations géographiques.
- Identification des possessions d'information du gouvernement par les catalogues en ligne, listes d'union et autres systèmes de localisation.
- Formation du personnel et des usagers pour l'utilisation des sources d'information électroniques.
- Offre du retour d'information pour un créateur d'information et des fournisseurs d'accès en vue d'évaluation.

Actuellement, l'accent est vraiment mis sur l'ICT. Les agences du gouvernement ont créé leurs propres sites Web sur Internet. Cependant, l'information ou le contenu du développement n'ont pas reçu assez d'attention. Il est urgent de comprendre que le fonds est plus important que la forme, et le contenu du développement est important pour la mise en œuvre des programmes qui facilitent l'information par le biais de l'e-gouvernement. Cela entraînera l'émergence d'un groupe mieux informé et formé, qui peut revendiquer un rôle dans le gouvernement. En fin de compte, la société de l'information nous amènera une plus value économique par l'intermédiaire de l'information, des idées et de l'intelligence.

Voir les références citées à la fin du texte original.